

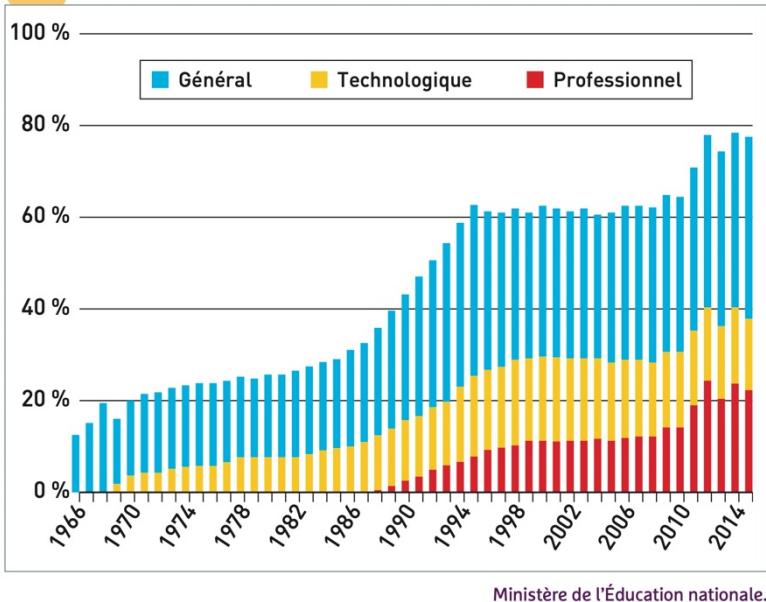
Vivre en France entre croissance et crises : les défis de la fin du XXe et du début du XXIe siècle

Dès la fin des années 1960, la croissance s'essouffle et le chômage s'installe durablement dans une France membre de l'Europe et plus largement ouverte au monde. Comment les Françaises et les Français font-ils face à ces nouveaux défis ?

a) L'élévation du niveau de formation et les mutations de l'emploi

Doc. 1

L'évolution de la proportion de bacheliers par classe d'âge depuis 1966



- 1) Comparez la part des Français ayant obtenu le bac en 1966 et en 2014.
- 2) Analysez la proportion de bac Pro entre 1988 et 2014. Que pouvez-vous en conclure ?
- 3) À quelle loi sociale fondamentale le Premier ministre compare-t-il la création du RMI ?
- 4) Quelle est la contrepartie à laquelle s'engage le bénéficiaire de l'allocation.

Doc. 2

Assurer la cohésion sociale pour « les victimes de la nouvelle pauvreté »

À la fin des années 1970, le chômage de masse s'installe durablement en France (de 3 % de la population active en 1975, il passe à plus de 8 % au début des années 2000). Réélu en mai 1988, le président François Mitterrand charge son Premier ministre Michel Rocard de mettre en place « un revenu minimum ». La loi instituant le RMI est adoptée à l'unanimité moins 3 voix, le 1^{er} décembre 1988. En 2008, le RSA se substitue au RMI et s'ouvre à de nouveaux publics.

Instaurer un droit au revenu minimum est une innovation d'une portée considérable. Après la création de la sécurité sociale, puis sa généralisation, après l'instauration du minimum vieillesse* et des allocations-chômage**, c'est construire le dernier étage, franchir la dernière étape. [...] Il offrira à tous ceux qui en disposeront une nouvelle chance, un nouvel espoir. Une chance d'échapper à la misère. Une chance de retrouver sa place dans

le monde des autres. C'est pourquoi le revenu minimum doit être étroitement lié à un effort d'insertion***.

* 1956 ; ** 1974 garantie de ressources d'une année pour les chômeurs ; *** les bénéficiaires doivent s'engager à participer à des activités favorisant leur insertion sociale ou professionnelle.

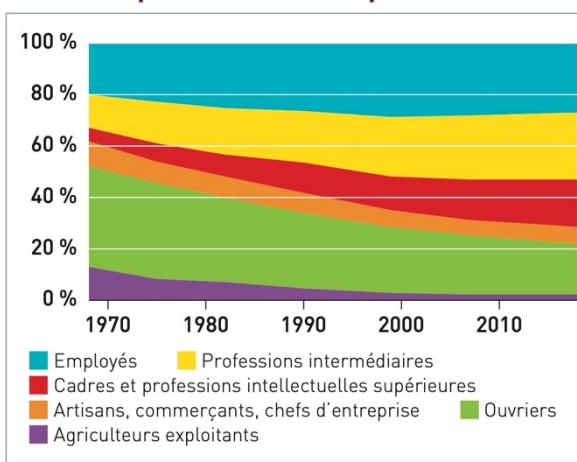
vidéo

Création du revenu minimum d'insertion (RMI) par Michel Rocard, Premier ministre - 1,11 min
toucheconnect.fr/ / 21hg024

Michel Rocard, déclaration de politique générale, 29 juin 1988.

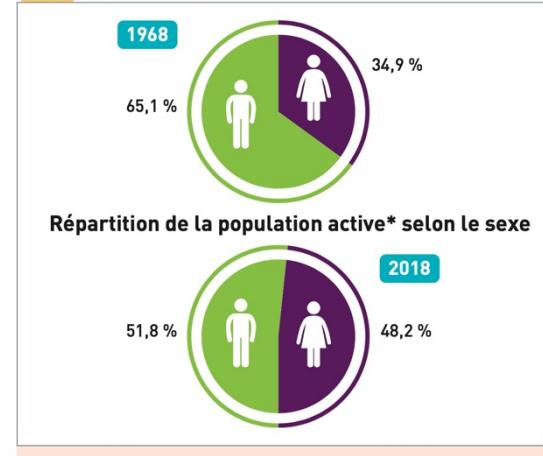
Doc. 3

Répartition de l'emploi selon les catégories socioprofessionnelles depuis 1968



Doc. 4

Actifs et actives



Catégories en forte baisse entre 1968 et 2018

Catégories en forte hausse entre 1968 et 2018

5) Dites quelle évolution on peut observer concernant la population active occupée entre 1968 et 2018.

Doc. 5 Cléon, usine pilote du groupe Renault

Dans l'usine de fabrication de moteurs et de boîtes de vitesses, les chefs d'atelier se déplacent avec une tablette à la main. Les ouvriers peuvent vérifier la production en cours sur de grands écrans. [...]. Cette avancée est rendue possible par l'installation du wifi dans cet atelier. [...]

Autre exemple de cette usine 4.0 : la multiplication de robots d'un nouveau genre. On les appelle les « cobots ». « Ici, vous avez un robot collaboratif qui colle une étiquette, indique [le] chef du département assemblage. [...] » Il n'y avait qu'un seul robot de ce type sur le site il y a cinq ans, contre 60 aujourd'hui. « Ces robots-là, [...] je les dédie uniquement aux tâches à faible valeur ajoutée, indique Benoît Cousset. C'est-à-dire que je peux concentrer mes opérateurs sur des vissages complexes » [...]. Des opérateurs sont donc désormais dédiés à des « tâches nobles », défend le manager.

Les robots n'ont pas remplacé les ouvriers de production, si l'on en croit la direction. « [...] Cette usine est quand même passée de 3 000 à 5 300 personnes et [...] la performance, au contraire, amène du travail.

Isabelle Raymond, Radio France/France Info, 08 juin 2017.



L'usine pilote du groupe Renault, en juin 2017, à Cléon, en Seine-Maritime.

6) Quelles sont les innovations technologiques qui font de l'usine de Cléon une usine pilote.

7) Expliquez en quoi ces innovations ont transformé les emplois de l'atelier d'assemblage.

b) Moderniser les institutions pour répondre à de nouveaux défis

Doc. 1 Rapprocher les citoyens des centres de décision



Présentation des dispositifs de la région Occitanie.

Nommé Premier ministre au début du premier septennat de François Mitterrand, Pierre Mauroy précise dans un discours à l'Assemblée nationale les objectifs et les principes de la décentralisation.

Nous allons jeter les bases d'une nouvelle citoyenneté. [...] Les structures sociales et administratives qui n'ont en fait cessé de se durcir depuis l'Empire ne permettent pas l'initiative nécessaire pour affronter les nouveaux défis. Nous allons rendre dans les jours qui viennent, aux 500 000 élus les moyens de la responsabilité et de l'initiative. [...] [La France] doit, désormais, enracer l'unité de la République dans la diversité et la responsabilité de ses collectivités locales. Tel est l'objet du premier projet de loi touchant aux structures de notre vie collective. [...] Dès l'adoption du projet de loi qui va vous être soumis*, le président du conseil régional deviendra l'exécutif de la région**. [...] Ainsi la nouvelle citoyenneté permettra-t-elle d'offrir à la démocratie quotidienne, partout où ce sera possible, de nouveaux espaces de liberté et de responsabilité.

* Les premières lois de décentralisation sont adoptées entre mars 1982 et juillet 1983. L'État se dessaisit de certaines compétences au bénéfice des communes, départements, régions et leur donne les moyens financiers de les assumer. D'autres étapes suivront jusqu'à la mise en place en janvier 2016 des 13 grandes régions aux pouvoirs accrus.

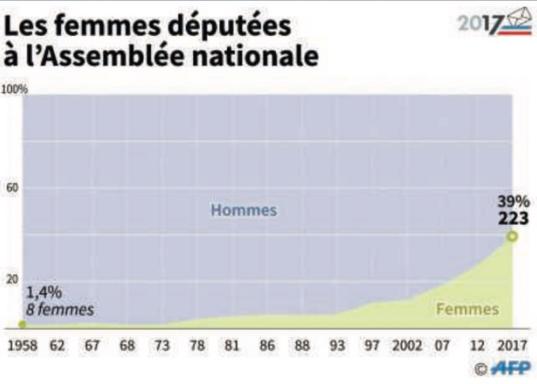
** Présidents des conseils départementaux et régionaux seront désormais élus au suffrage universel direct.

Extraits du discours de Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale, 8 juillet 1981.

- 1) Dites quel constat fait le Premier ministre concernant les structures administratives françaises. Qualifiez cette forme d'organisation.
- 2) Quels sont les objectifs de la décentralisation en ce qui concerne les collectivités locales et les effets attendus pour les citoyens ?
- 3) Décrivez les éléments de l'affiche et dites comment la région illustre le rôle qu'elle entend jouer auprès des habitants d'Occitanie.

Doc. 2 La loi sur la parité

La loi relative à l'égal accès aux mandats électoraux et fonctions électives est adoptée juin 2000 ; elle est complétée en 2007, 2008. En 2014, la loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes vise à combattre les inégalités dans toutes les sphères (privée, professionnelle et publique).



Doc. 4 L'environnement, un enjeu sociétal

De laquelle des deux opinions êtes-vous la/le plus proche ?

En % des personnes interrogées

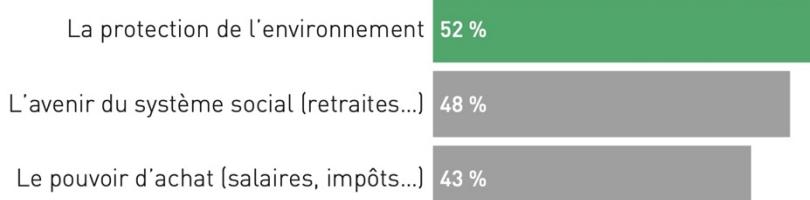
Faire face à la crise sociale, même si cela signifie de mettre la question environnementale au second plan



Prendre des mesures pour faire face à l'**urgence environnementale**, même avec des sacrifices financiers

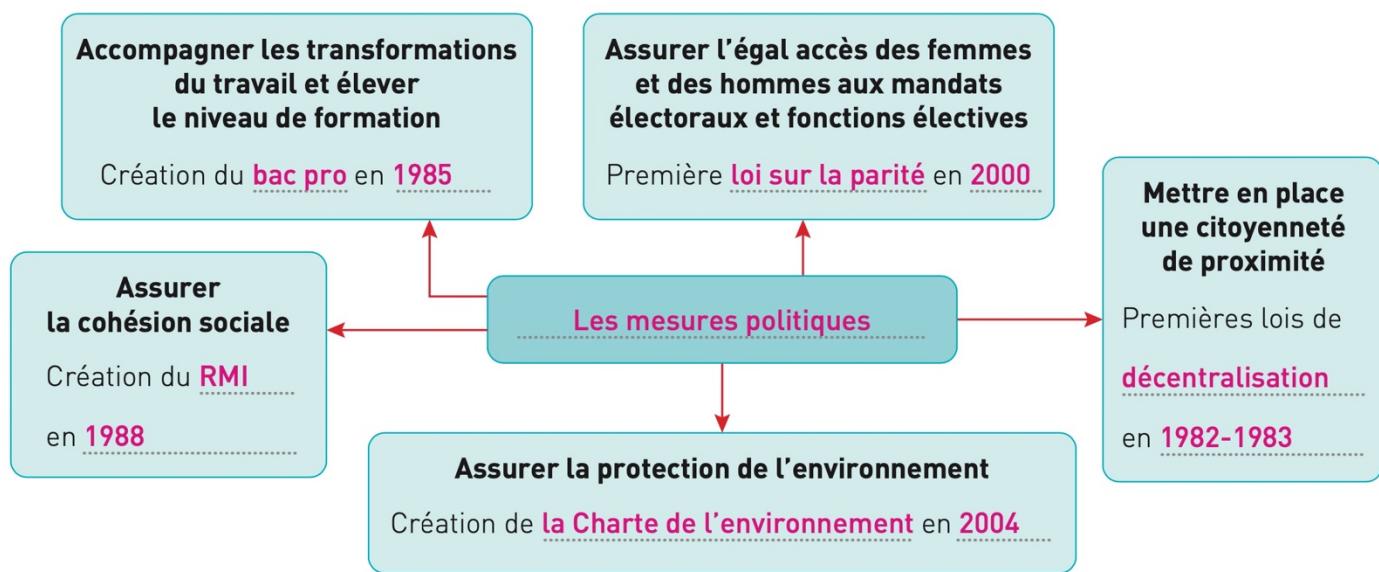
Quels sont les enjeux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?

En % des personnes interrogées



D'après Ipsos-Sopra Steria, 2019.

c) Schéma de synthèse



4) Analyser les effets de la loi de 2000 sur la composition de l'Assemblée nationale.

Doc. 3 L'environnement, un « impératif politique »

La protection de l'environnement est devenue un impératif éminemment politique. [...] Conjuguer le développement et le respect de l'environnement [...], voilà l'ambition que la France peut se fixer. [...] L'écologie, le droit à un environnement protégé et préservé doivent être considérés à l'égal des libertés publiques. Il revient à l'Etat d'en affirmer le principe et d'en assurer la garantie. Et je souhaite que cet engagement public et solennel soit inscrit par le Parlement dans une Charte de l'environnement* adossée à la Constitution et qui consacreraient les principes fondamentaux, cinq principes fondamentaux afin qu'ils soient admis au nombre des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République [...].

* La rédaction de la Charte de l'environnement, portée par le président de la République Jacques Chirac, a été achevée en 2004. La loi constitutionnelle du 1^{er} mars 2005 l'a intégrée dans la Constitution.

Discours de M. Jacques Chirac, président de la République, sur l'environnement, Orléans, 3 mai 2001.

5) Pour le président, quel est le lien à établir entre économie et écologie.

6) Résumez en une phrase les résultats du sondage.